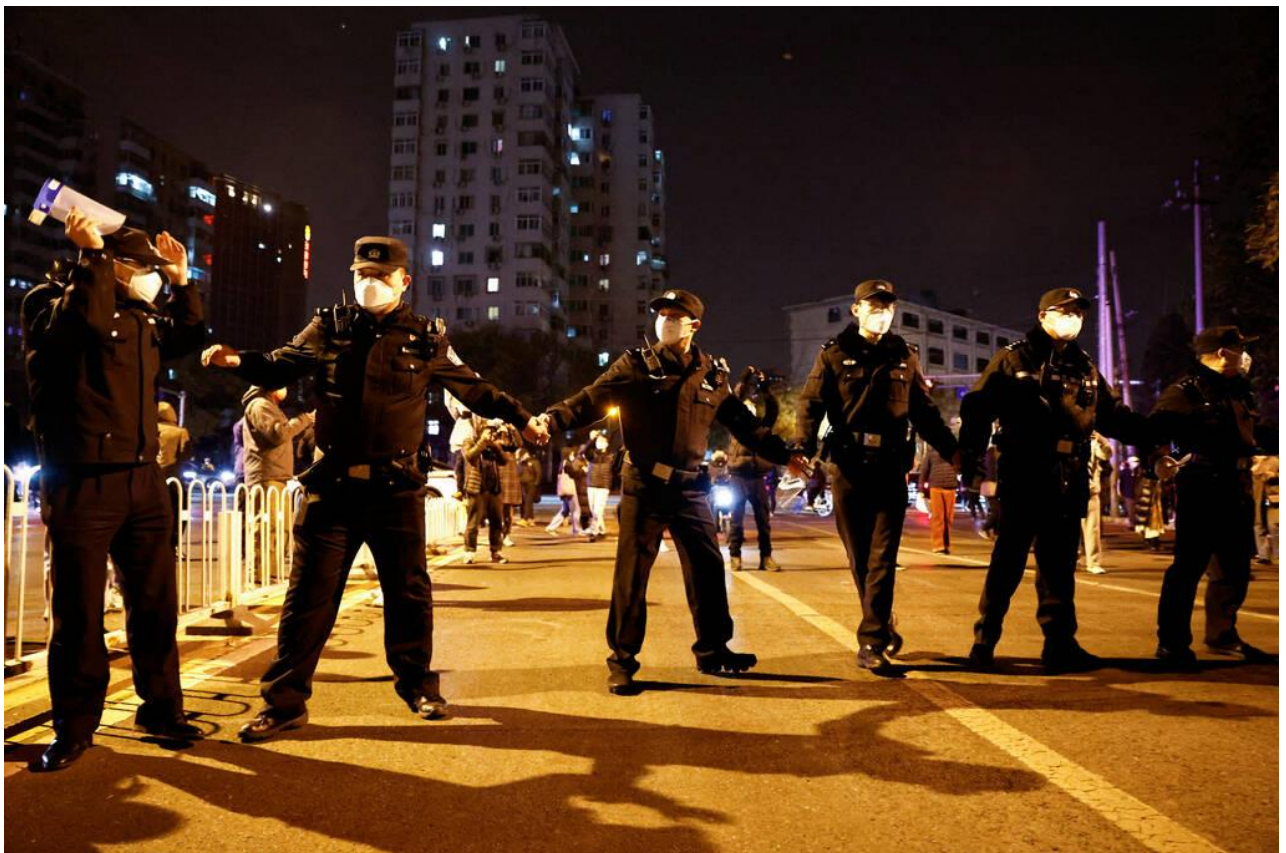


Chine : «Nous sommes face à une contestation d'ampleur nationale avec la remise en cause du régime, et c'est inédit»

Politologue et professeure au département d'études chinoises de l'Institut national des langues et civilisations orientales, Chloé Froissart rappelle combien le système de gouvernance autoritaire du président chinois provoque un rejet inédit de l'Etat-parti et de sa politique de confinement répressive.



Un cordon de policiers entoure la manifestation, à Pékin, le 27 novembre. (Thomas Peter/Reuters)

par [Arnaud Vaulerin](#)

Libération, le 28 novembre 2022 à 18h40

Jamais la Chine contemporaine n'avait connu un tel mouvement de contestation à l'égard du pouvoir politique. [L'incendie d'un immeuble à Urumqi dans le Xinjiang](#) a révélé les incohérences et les injustices de la politique du «zéro Covid» instaurée depuis bientôt trois ans par le régime de Xi Jinping. Sinologue et politologue, professeure au département d'études chinoises de l'Inalco, Chloé Froissart explique comment ces manifestations révèlent un divorce profond entre la société et l'Etat-parti.

L'ampleur de cette contestation qui touche de nombreuses villes dans tout le pays, est-ce du jamais vu depuis 1989 ?

C'est même du jamais vu depuis le 4 mai 1919, c'est-à-dire le mouvement des Lumières ou des étudiants – des intellectuels de l'université de Pékin qui avaient pris à partie le gouvernement chinois en le critiquant pour avoir accepté de transférer les colonies de l'Allemagne au Japon lors de la conférence de Paris après la Première Guerre mondiale. Ils lui reprochaient de n'avoir pas su protéger l'intégrité du territoire national. La République populaire de Chine a connu plusieurs mouvements démocratiques en 1979 et surtout en 1989. Mais les manifestants, les étudiants s'adressaient alors au pouvoir central pour l'aider à mieux gouverner. Il n'était absolument pas question de renverser le régime, le Parti communiste. Aujourd'hui, c'est le cas. Nous sommes donc face à une contestation maximum, d'ampleur nationale qui est la remise en cause du régime, et c'est inédit.

Les appels à la démission de Xi Jinping sont-ils aussi inédits depuis l'arrivée du président en 2012 ?

Non. Une lettre ouverte avait été écrite au moment de la session de l'Assemblée nationale populaire en mars 2016, où des membres du parti critiquaient Xi Jinping pour son pouvoir autocratique, parce qu'il ne supportait pas la critique, étouffait tout dialogue et appelait ouvertement à sa démission. Mais que ce soit la société, d'une seule voix et sur une telle ampleur au niveau national, qui appelle à la démission de Xi Jinping et prenne à partie le chef suprême, c'est complètement inédit.

L'incendie à Urumqi, dans la capitale du Xinjiang, a-t-il permis une sorte de coagulation dans la revendication ?

Le fait que cela se soit passé au Xinjiang est très intéressant parce que cela montre qu'il n'y a plus de barrières identitaires, plus de séparation entre «eux» et «nous». Il y a le sentiment d'une situation partagée par rapport au pouvoir. Les citoyens chinois, quelle que soit leur appartenance ethnique, sociale, économique, ont en commun de se retrouver face à cette irrationalité de la politique «zéro Covid» qui fait que la sécurité de base des citoyens n'est plus assurée. Cette politique se fait au détriment de tout le monde. En fait, ces manifestations témoignent de revendications universelles, de démocratie, d'Etat de droit, de libertés, des valeurs fondamentales que partagent tous les citoyens chinois.

Il y a donc dorénavant une logique «eux et nous» ?

Tout à fait, et ce lien «eux et nous» est à reporter sur le rapport à l'Etat. Il y a d'un côté la société, de l'autre côté l'Etat-parti. Et cette relation «eux et nous», voire «nous contre eux», est un début de mouvement social. Il y a toujours eu de la contestation sociale en Chine, mais elle ne se formulait pas avec un tel degré d'opposition à l'Etat-parti. La collaboration de la société avec l'Etat visait à la recherche du compromis, pour trouver le point médian où les intérêts de l'un et de l'autre convergeaient. Là, on est face à des émeutes, à des mouvements qui ne sont pas coordonnés, sans leader et où l'information circule très mal en raison de la censure.

Les universités sont en pointe dans cette contestation. Il y a également eu des manifestations la semaine dernière dans l'usine de Foxconn. Ces groupes sociaux différents peuvent-ils se rejoindre ?

Pour l'instant, il n'y a pas vraiment de lien entre Foxconn et les manifestations étudiantes. Il n'y a pas de solidarité qui s'est exprimée de manière constructive vis-à-vis des travailleurs de Foxconn. On n'est pas dans un mouvement dont la stratégie est pensée, où il y aurait des contacts importants à l'échelle nationale, avec un plan de coordination entre les différents mouvements via les réseaux sociaux. On ne voit donc pas quelle pourrait être la prochaine étape sur le plan qualitatif de ce mouvement. Tout cela risque d'être un feu de paille. Si les dirigeants chinois ne vont probablement pas envoyer les chars, parce que là, le coût de la répression serait sans doute trop élevé, ils vont certainement déployer des policiers en civil, des bandes de voyous pour réprimer, arrêter des manifestants pour les condamner à des peines très lourdes.

Le régime chinois a-t-il été pris par surprise par l'ampleur de cette contestation ?

Très certainement. Jusqu'à la fin du premier mandat de Xi Jinping, on était dans un régime autoritaire, mais qui était à l'écoute de la population, qui avait à cœur d'essayer de répondre aux attentes de la population. On parlait d'autoritarisme flexible, réactif, délibératif, participatif. Il y avait une place pour des dynamiques partant de la société, pour une remontée de l'information. Mais depuis 2015, une répression extrêmement sévère de la société civile, notamment des organisations sociales, s'est mise en place. Le régime de Xi Jinping est devenu beaucoup plus fragile, cassant, coupé du pays réel et donc mal informé. Il n'y a plus de canaux de négociation du conflit, il n'y a plus les organisations qui permettaient de canaliser le mécontentement social. La société est vue avant tout comme une menace. Il n'y a plus de capacité d'adaptation du régime. Le refus de la réforme, le refus de l'adaptation, le refus du dialogue avec la société sont en train de menacer le pays.

La réponse sera donc à nouveau répressive via un plus grand contrôle des réseaux sociaux ?

Ils sont déjà en train de réprimer, c'est évident. Ce régime a montré de manière récurrente qu'il avait les moyens de le faire. L'Etat-parti laisse les réseaux sociaux fonctionner comme une caisse de résonance de la société, pour autant qu'il en tire un bénéfice pour savoir ce qui se passe à la base. Cela lui permet de réprimer dès qu'il voit les problèmes surgir, dès que les réseaux sociaux deviennent une menace au régime plutôt qu'une aide à sa gouvernance. Le régime dispose d'une capacité de répression inégalée, de censure inégalée, c'est une machine incroyable qui se met en marche. Comme on dit en chinois : «*On fait les comptes après la moisson d'automne.*» Autant Mao s'était employé à ce que le parti ne se coupe pas des masses, qu'il accepte la critique ; autant Xi Jinping s'en moque. Il n'entend nullement prendre en compte le pays réel. Il est dans une logique jusqu'au-boutiste. Il aurait pu importer des vaccins ARN messagers des pays occidentaux. Mais il n'a pas voulu se dédire. On est dans une politique qui fait porter tout le coût de cette crise à la population, un régime qui ne prend pas ses responsabilités et qui rompt un contrat social. Il n'y a plus rien d'humain dans cette politique.